



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Aide-expetionnelle-pour-l-ASM>

Conseil Municipal du 13 décembre 2010

Aide expetionnelle pour l'ASM

- Conseil Municipal - Mandat 2008-2014 -

Date de mise en ligne : mardi 14 décembre 2010

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

Intervention de Henri Thivillier sur l'aide expetionnelle votée au Conseil Municipal pour l'Association Sportive des Minguettes.

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 décembre 2010

Délibération n° 6

Intervention du groupe communistes et apparentés

Madame le Maire, chers collègues,

L'Association Sportive des Minguettes rencontre cette année des difficultés financières en partie dues aux évènements sportifs qu'elle anime en direction des enfants. Elle sollicite un appui supplémentaire de la part de la ville qui soutient les actions menées auprès des habitants dans le cadre de sa politique sportive et éducative, entre autres à travers les subventions annuelles et les accès aux équipements sportifs municipaux de qualité, terrains, locaux sportifs, club-house, etc. dont bénéficient les clubs, l'ASM en particulier.

Dans ce contexte il apparaît légitime aux élus communistes et apparentés, d'approuver cette aide exceptionnelle. Nous voulons cependant relever que la collaboration de l'ASM à la politique municipale peut être sensiblement confortée dans un dialogue rénové avec l'OMS. C'est de l'intérêt des vénissiens et de leurs enfants qu'il s'agit.

Cette délibération est pour nous l'occasion de rappeler le vrai sens des valeurs de sport, de culture, d'éducation, de socialisation, d'émancipation, et même de compétition qui nous animent.

Le Projet Sportif Vénissien en est porteur dans une notion forte d'intérêt général et collectif pour le bénéfice de toute la population, enfants, jeunes et moins jeunes.

Malheureusement cette dimension est mise à mal, jusque dans les structures « amateur », et le football, sport éminemment populaire, en est l'illustration la plus visible.

Le groupe des élus communistes et apparentés dénonce cette dérive du sport, y compris quand elle touche le sport amateur, de plus en plus assujettis aux ukases de l'argent-roi, de la marchandisation systématique de toutes les pratiques humaines, de la recherche maximalisée du profit, de l'exploitation éhontée des sportifs même bien rémunérés.

En 2007, le candidat Sarkozy avait promis un budget des sports à 3 % du budget de l'État. Or aujourd'hui celui-ci stagne à 0,2 %. Les élus communistes revendiquent toujours 1 % et un grand service public national du sport.

De plus le Fonds National du Développement du Sport doit être revu et utiliser les grandes manifestations lucratives du Sport-Business pour alimenter un fonds spécial pour soutenir les pratiques amateurs.

Dans le sport comme dans les autres activités collectives, la politique sarkozienne de privatisation à outrance est à l'oeuvre : elle s'inscrit dans la suite de la RGPP, du plan de relance, du Plan Campus, des Grenelles de l'Environnement, de la Réforme des collectivités territoriales pour dessaisir la gestion publique du sport professionnel, dessaisir la collectivité des bénéfices engendrés et, par répercussion, pour accélérer l'appauvrissement de la politique de soutien et de la mutualisation des moyens pour le sport amateur, et permettre

ainsi l'accès puis la maîtrise aux grands groupes financiers de ce secteur de l'activité collective.

Avec le désengagement de l'État et la casse du service public, le sport est un DROIT menacé.

La fracture grandit dans le mouvement sportif, le sport amateur est démuné et le sport professionnel est laissé aux marchands. Le spectacle sportif est dénaturé avec son cortège de dopage, de violences, de tricheries et de sommes extravagantes : les valeurs du sport, nous l'avons dit, sont mises en question.

Le groupe des élus communistes et apparentés réclame un contrôle citoyen, une totale transparence et le partage national - avec l'ensemble des activités sportives - des sommes colossales qui circulent, en particulier dans le foot professionnel.

Et de manière plus locale, les élus communistes de Vénissieux réclament que l'argent public aille bien aux besoins publics, d'intérêt collectif et non dans les poches d'actionnaires privés avides de l'argent du sport spectacle. Ce n'est pas du « pain et des jeux » à la romaine, « Panem et Circenses » à la lyonnaise que nous voulons, c'est une véritable politique publique du sport pour tous, éducative et culturelle.

Le groupe des élus communistes et apparentés votera ce rapport.